

NOTE D'INFORMATION

Lutte contre la désinformation: l'UE finance un projet impliquant les médias numériques ivoiriens

Abidjan le 12 avril 2022- Le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI) et ses partenaires ont lancé le mardi 12 avril 2022, officiellement, le projet "Implication des médias numériques dans la prévention active des conflits et des tensions (IMPACT) ", financé par l'Union européenne (UE).

Le projet "IMPACT" qui vise à lutter contre la désinformation et la propagation de contenus haineux et des informations trompeuses à travers l'implication des médias numériques, est mis en œuvre en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Il est exécuté par un consortium mené par Avocats sans frontières France (ASF France) en partenariat avec la structure française Danaïdes, la plateforme panafricaine AfricTivistes et deux organisations nationales, l'Association des blogueurs de Guinée (ABLOGUI) et le REPPRELCI.





D'un coût de 655,95 millions de Fcfa, il est financé par l'Union européenne (UE) sous son instrument contribuant à la stabilité et à la paix, en vue de "lutter contre les infox qui peuvent avoir un potentiel de déstabiliser les institutions et de détruire la confiance des citoyens".

Le lancement du projet, en Guinée, a eu lieu le 7 avril 2022. En Côte d'Ivoire, il a été officialisé ce 12 avril 2022, en présence des acteurs de l'écosystème de la presse en ligne, de la société civile et des autorités administratives.



Réseau des Professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire





Selon M. Antonio Dal Borgo, le représentant de l'UE, chargé des programmes de gouvernance démocratique et emploi, a déclaré que ce projet vise à améliorer la capacité des médias et des journalistes à collecter, vérifier et à diffuser des informations crédibles.

Ces informations diffusées par les médias, soulignera-t-il, doivent être complètes pour répondre aux droits à l'information des populations et maintenir la paix sociale dans des sociétés démocratiques et respectueuses des droits de l'Homme.





Il a fait observer que "plus d'un demi-milliard de dollars a été dépensé par les forces politiques dans le monde entier avec l'objectif de manipuler l'opinion publique et de procéder à des manœuvres psychologiques sur les médias sociaux ».

A l'échelle planétaire, les espaces médiatiques connaissent des bouleversements sans précédents sous l'effet du numérique, notamment dans la consommation de l'information, transformant les interactions.



Réseau des Professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire





Le président du REPPRELCI, M. Lassina Sermé, a assuré de l'implication active des organisations de la presse, les partenaires techniques, la société civile, les autorités politiques et administratives de l'Etat.

"Cette adhésion ne saurait être obtenue sans aucune implication de tous les acteurs dès le lancement de ce projet, d'où l'organisation de (cette cérémonie de lancement du projet)", att-il ajouté.

Le projet IMPACT sera mis en œuvre en Côte d'Ivoire et en Guinée pendant deux ans. M. Sermé a relevé que ce projet qui a pour but de "contribuer à une paix durable en Afrique de l'Ouest", a débuté selon les clauses, pour la Côte d'Ivoire, le 1er mars 2022.

Il s'inscrit dans une "démarche participative et inclusive, basée sur une approche centrée sur les droits", a-t-il insisté, invitant "tous les acteurs de la presse numérique de Côte d'Ivoire à s'impliquer dans l'exécution de ce projet afin qu'il soit couronné de succès".







Le préfet Guillaume Konan, représentant le ministre de la Réconciliation et de la cohésion nationale, Kouadio Konan Bertin, s'est réjoui de ce projet qui contribue à la cohésion nationale et à la paix en Côte d'Ivoire.

Il a appelé les médias numériques à "s'adresser aux cœurs des gens" en vue d'une transformation pour adopter une attitude pacifique. Dans cet esprit, le président du REPPRELCI a indiqué que son organisation fera des compagnes d'éducation aux médias.



M. Sermé a mentionné que le projet devrait permettre des caravanes de sensibilisation dans 10 métropoles du pays (dont six villes universitaires), où les professionnels des médias s'entretiendront avec les étudiants, les élèves et les populations: 1.000 sujets ciblés dans chaque métropole, soit "10.000 journalistes citoyens".

Le projet devrait permettre de créer une plateforme sécurisée pour limiter les contenus haineux, avec une désignation de 160 journalistes qui seront formés sur l'utilisation de cette plateforme. En outre, des dizaines de journalistes citoyens seront formés sur l'éthique et la publication responsable des contenus.

L'observatoire des médias numériques de Côte d'Ivoire (OMENCI, un organe d'autorégulation) devrait être renforcé. Par ailleurs, le projet IMPACT en Côte d'Ivoire et en Guinée prévoit un « financement en cascade » de quatre initiatives innovantes dont deux dans chacun pays d'exécution.

Le dernier recensement du REPPRELCI indique qu'en Côte d'Ivoire il y a une centaine de médias numériques qui éditent 132 sites web. Selon M. Samba Koné, le président de l'Autorité nationale de la presse (ANP), régulateur presse écrite et numérique, "à peine 50% remplissent les conditions d'une entreprise de presse".







Mélanie Canovas, représentante des Avocats sans frontières France, a fait observer qu'avec les récentes crises socio-politiques, les pays comme la Côte d'Ivoire et la Guinée ne sont pas à l'abri d'escalades de propos haineux, de la désinformation et de la propagande sur Internet.

Dans ce contexte, le projet IMPACT vient renforcer les capacités des journalistes citoyens et sensibiliser les populations sur la désinformation. Il s'inscrit dans une dynamique régionale en vue de prévenir les conflits.

La Côte d'Ivoire compte 31 millions de téléphones mobiles connectés pour environ 26 millions d'habitants. En 2021, le taux de pénétration Internet était de 46,8%, soit plus de 12 millions d'internautes ivoiriens. ///FIN///